

Pourquoi prévenir les accidents et les blessures au travail?

- Les chefs d'entreprise doivent collaborer pour assurer la santé et la sécurité au travail.
- Les maladies et les blessures professionnelles ont énormément de répercussions, tant sur les employés en cause que sur leurs familles, leurs amis, leurs collectivités et leurs organismes.
- Il est important d'être proactifs au chapitre de l'établissement des attentes et de mettre en place des stratégies de prévention en matière de santé et de sécurité.
- Les blessures et les accidents de travail engendrent des coûts humains et autres.
- Comme un iceberg, la plupart de ces coûts sont cachés. Les coûts indirects d'un accident sont beaucoup plus élevés que les coûts directs d'une blessure ou d'une maladie.
- Il y a souvent à la base de la pyramide des accidents « évités de justesse » qui offrent des occasions de prendre des mesures correctives avant qu'un incident grave se produise.
- Il faut réaliser une évaluation des dangers et mettre en place des mesures préventives pour éviter les accidents au travail.

Le droit de la santé et de la sécurité du travail en Ontario

- La *Loi sur la santé et la sécurité au travail* est la loi déterminante qui régit la santé et la sécurité dans les lieux de travail en Ontario. Vous pouvez trouver un guide utile de la LSST à l'adresse <http://www.labour.gov.on.ca/french/hs/ohsaguide/index.html>
- Les règlements pris en application de la LSST précisent les règles et les procédures précises que les secteurs d'activités ou l'industrie doivent respecter.
- Les lignes directrices, les normes et les codes (comme le Code de prévention des incendies, le Code du bâtiment ou les normes de la CSA) n'ont pas force exécutoire à moins d'être adoptés dans le cadre d'un règlement. La liste des règlements se trouve à l'adresse http://www.labour.gov.on.ca/french/about/leg/ohsa_regs.html
- La *Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail* (LSPAAT) prévoit un système d'indemnisation pour les travailleurs et les employeurs de l'Ontario. Le Centre des services aux entreprises du Canada donne un aperçu de la LSPAAT et fournit un lien vers la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail, à l'adresse www.cbasc.org.

- La section consacrée à la santé et à la sécurité du Code canadien du travail s'applique à tous les lieux de travail régis par le gouvernement fédéral.

Droits et responsabilités en matière de santé et de sécurité

- La LSST donne notamment aux travailleurs le droit de participer, le droit de savoir et le droit de refuser un travail dangereux.
- Toutes les personnes présentes sur les lieux de travail assument une responsabilité partagée en matière de santé et de sécurité au travail. C'est ce qu'on appelle le « Système de responsabilité interne » (SRI).
- Les comités mixtes sur la santé et la sécurité (CMSS) et les délégués sur les lieux de travail appuient le SRI. Tu trouveras plus d'information dans le document intitulé « Santé et sécurité en milieu de travail : guide à l'intention des comités mixtes et des délégués » à l'adresse <http://www.labour.gov.on.ca/french/hs/jhsc/>
- La LSST précise les responsabilités des propriétaires, des constructeurs, des employeurs, des superviseurs et des travailleurs.

Accidents et blessures survenant au travail

- En cas de décès, de blessure grave, de blessure invalidante, de maladie professionnelle ou de tout incident inhabituel défini dans la LSST, il faut respecter les exigences en matière de signalement et d'avis.
- Le Programme de gestion des cas de maladies et de blessures et d'adaptation des conditions de travail (PGCMBACT) vise à assister les gestionnaires pour qu'ils aident les employés souffrant de maladies ou de blessures professionnelles ou non à retourner au travail rapidement et en toute sécurité.
- Il faut déposer auprès de la CSPAAAT un Avis de blessure ou de maladie (employeur) (formulaire 7) au cours des trois jours qui suivent un accident de travail qui a causé une blessure ou une maladie nécessitant des soins de santé ou occasionnant une interruption de travail ou des pertes de salaire.

Retour au travail rapide en toute sécurité

- Permet de réduire les pertes de salaire du travailleur, de mettre l'accent sur l'intervention et les communications au début du processus et de conserver les employés qualifiés et expérimentés qui ont des problèmes de santé.
- Les travailleurs et les employeurs doivent collaborer en vue de permettre à un travailleur blessé de revenir rapidement au travail en toute sécurité :
 - en établissant un contact le plus tôt possible après l'accident;
 - en maintenant les communications tout au long du rétablissement et du retour au travail;
 - en tentant de déterminer ce que serait un travail approprié et en prenant les dispositions pour assurer le retour au travail;

- en fournissant à la CSPAAT des renseignements sur les plans de retour au travail;
- en avisant la CSPAAT de tout différend ou désaccord.

Application de la LSST

- Le ministère du Travail a pour mandat d'assurer l'application de la LSST et des règlements qui régissent la santé et la sécurité dans les lieux de travail en Ontario.
- Des lieux de travail sans danger sont des lieux de travail productifs.
- Les hauts dirigeants ont la plus grande influence et assument les plus grandes responsabilités en matière de santé et sécurité au travail.
- Les inspecteurs du MTR ont un certain nombre de pouvoirs qui leur permettent d'appliquer la LSST et ses règlements.
- Le non-respect de la LSST peut entraîner l'émission d'avis d'infraction sur place, également connus sous le nom de « contraventions », des ordonnances du MTR ou des accusations.

Défense fondée sur la diligence raisonnable

- Les infractions en matière de SST sont des infractions de responsabilité stricte pouvant faire l'objet d'une défense fondée sur la diligence raisonnable.
- Cette défense comporte deux volets : la capacité de démontrer que toutes les précautions raisonnables ont été prises et la croyance que les faits sont erronés.
- Pour faire valoir la diligence raisonnable, le système de SST doit avoir été en place et fonctionné efficacement avant que l'infraction soit commise.
- Parmi les éléments d'un système de SST examiné par les tribunaux, notons la définition et l'évaluation des dangers sur le lieu de travail, la mise en place de mesures correctives, la présence de politiques et méthodes écrites, la formation des employés, les activités de surveillance et l'évaluation continue du programme.

La santé et la sécurité au moment d'embaucher des entrepreneurs

- Une entreprise conserve sa qualité d'employeur quand elle conclut un contrat pour la réalisation de travaux ou la prestation de services non liés à la construction.
- Avant de conclure un contrat pour obtenir des services, il faut d'abord s'assurer :
 - que l'entrepreneur ou le sous-traitant a une politique de santé et sécurité ainsi qu'un programme détaillé de mise en œuvre de celle-ci;

- que les activités de supervision au travail sont suffisantes et réalisées de façon compétente;
- qu'il existe des politiques et méthodes appropriées pour le type de travail à exécuter; que les employés sont formés adéquatement;
- que vous conservez le droit d'approuver les sous-traitants;
- que ces éléments sont énoncés dans le contrat.

Jurisprudence

- La jurisprudence donne des exemples des critères qui serviront de comparaison en cas de poursuites pour non-respect d'une disposition de la LSST ou d'un règlement.
- Pour connaître les dernières poursuites, consultez le site Web du ministère du Travail à l'adresse http://www.labour.gov.on.ca/french/news/court_news.html

Code criminel du Canada

- En 2004, le *Code criminel* du Canada a été modifié par le projet de loi C-45 pour y inclure un devoir légal précis en matière de SST et simplifier l'attribution de responsabilités aux organisations. Ces dispositions s'appliquent aux lieux de travail sous réglementation fédérale et provinciale. Pour en apprendre davantage sur le projet de loi C-45, consultez le site Web du ministère de la Justice du Canada à l'adresse <http://www.canada.justice.gc.ca/fr/dept/pub/c45/>
- Les changements qu'a apportés le projet de loi C-45 ont fait en sorte qu'il soit plus facile de conclure qu'une organisation a fait preuve de négligence criminelle en établissant des règles d'imputation de responsabilité criminelle aux organisations à l'égard de leurs représentants.

Gestion de la santé et de la sécurité au travail

- Un système efficace de gestion de la santé et de la sécurité permet d'assurer l'intégration de la santé et de la sécurité aux activités courantes d'un lieu de travail, de réduire les coûts liés aux accidents et aux blessures survenant au travail et de garantir le respect des exigences de la LSST.
- Un système efficace de gestion de la SST se compose de dix éléments généraux :
 1. le leadership;
 2. la planification opérationnelle;
 3. la définition et l'évaluation des dangers et des risques;
 4. la prévention et la lutte contre les dangers;
 5. les politiques, méthodes et lignes directrices;
 6. la participation des employés;
 7. la formation;
 8. les enquêtes et les interventions en cas d'accident et d'incident;

9. la planification d'urgence;
10. l'évaluation du rendement et l'amélioration.

Conclusion

- La direction joue un rôle essentiel dans la santé et la sécurité des employés.